SÉBASTIEN ABIS(*) :

«Multilatéralisme et solidarité pour désamorcer les tensions»

***Le Soir d'Algérie :* La flambée des prix des céréales en 2008 a provoqué de violentes émeutes de la faim. Vous dites que les gouvernements, notamment ceux du Maghreb, n'ont pas retenu la leçon.**

Sébastien Abis : Au contraire, les pouvoirs publics au Maghreb connaissent très bien l'importance des questions alimentaires. C'est la raison pour laquelle il existe toute une série de mesures politiques et techniques pour soutenir les prix et subventionner les produits de base.

En 2008, ce n'est pas dans les pays du Maghreb, pourtant lourdement déficitaires sur le plan de leur couverture alimentaire, que les émeutes ont été les plus manifestes.

Les actions publiques ont relativement bien fonctionné, car ces pays ont bien conscience des enjeux sociopolitiques pouvant naître des insécurités alimentaires.

En revanche, au niveau global, la communauté internationale n'a pas su apporter toutes les réponses aux questions soulevées par la grave crise alimentaire de 2008. Il faut dire que l'urgence est vite passée au sauvetage du système financier et bancaire suite à l'explosion de la crise économique.

Dans votre exposé : «Le défi de la sécurité alimentaire sur le pourtour méditerranéen», tenu à l'hôtel Hilton à Alger à l'initiative de l'INESG, vous évoquez le risque de voir se reproduire le même scénario pour 2011.

Le début de l'année 2011 concentre de nombreux facteurs qui présagent de nouvelles turbulences alimentaires à venir dans le monde.

Ce sont évidemment les pays à plus faible revenu qui devraient être les plus affectés, mais les pays dont la sécurité alimentaire dépend en majeure partie des importations risquent également de souffrir de cette flambée des prix.

Je vous rappelle qu'en décembre 2010, l'indice mesurant les évolutions de prix d'un panier de céréales, oléagineux, produits laitiers, viande et sucre, mis en place par la FAO, a atteint un record absolu depuis sa création en 1990.

Il s'est établi à 214,7 points, un chiffre supérieur au pic enregistré en juin 2008, le mois noir de la récente crise alimentaire mondiale.

Cela pose, évidemment, le problème de la sécurité alimentaire dans les pays de la rive sud de la Méditerranée comme l'Algérie...

La question stratégique de la sécurité alimentaire se pose en effet, car pour la majorité des pays de la rive sud de la Méditerranée, il faut recourir aux importations pour nourrir une population croissante.

L'Algérie, parmi les premiers importateurs mondiaux de céréales et de lait par exemple, peut le faire grâce à la mobilisation de sa rente pétrolière pour régler la «facture» alimentaire. Ce besoin de s'approvisionner sur le marché international est structurel et non conjoncturel, comme en atteste la dépendance céréalière de ces pays.

Du Maroc à l'Égypte, si la zone pèse pour 2% de la population mondiale, elle polarise 18% des importations mondiales de blé en moyenne annuelle depuis dix ans.

Quand le prix de ce produit monte, comme en 2008 ou comme récemment, les prix du pain notamment peuvent exploser dans des pays où près de la moitié du budget des ménages demeure encore consacré à l'alimentation.

La sécurité alimentaire, c'est donc aussi l'accès aux produits, renvoyant inéluctablement au pouvoir d'achat des populations.

Dans un contexte général où les difficultés économiques tendent à s'accroître, notamment en milieu périurbain et rural, accéder à l'alimentation en quantité suffisante et à une alimentation de qualité devient parfois difficile.

Vous excluez la capacité de chaque pays pris individuellement d'opposer une parade efficace susceptible d'endiguer ce phénomène récurrent. Est-il réaliste d'imaginer une coopération concrète et profitable pour les uns et les autres, entre l'Europe et le Maghreb pour faire face à ce fléau et écarter ainsi la menace permanente de crise alimentaire ?

Soyons réalistes, l'autosuffisance alimentaire dans les pays méditerranéens n'est pas envisageable.

La poursuite de la croissance démographique, l'urbanisation des sociétés qui transforment les comportements alimentaires, la raréfaction des ressources naturelles nécessaires à la production agricole que sont l'eau et les sols, l'accélération des changements climatiques sont autant de dynamiques qui complexifient la situation. Pour y faire face, les pays méditerranéens doivent améliorer leur productivité agricole, gérer plus efficacement leurs ressources hydriques et foncières, optimiser leur logistique alimentaire pour réduire les gaspillages et multiplier les relations commerciales pour avoir un panel de fournisseurs sur le plan alimentaire. A ce sujet, notons que l'Europe n'est pas seule à nourrir les pays méditerranéens, puisque deux tiers des approvisionnements viennent du reste du monde, avec, au cours des dernières années, une montée en puissance du Brésil qui vend de plus en plus de produits agro-alimentaires aux pays arabes.

En outre, seule la coopération régionale pourrait atténuer parfois les risques de tensions alimentaires tout en revitalisant les espaces ruraux, trop marginalisés jusqu'ici.

Il n'est pas concevable de relayer les questions du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans l'arrière-cour de la coopération euro-méditerranéenne ou maghrébine.

Pour contrer ces difficultés alimentaires, il faut du multilatéralisme et de la solidarité. Et donc de la confiance et de la volonté politique.

Vous relevez aussi un anachronisme. Sous-alimentation et obésité cohabitent tandis que se pose le problème de nouvelles habitudes alimentaires sources de maladies comme le diabète, les accidents cardio-vasculaires...

Partout dans le monde, les excès alimentaires progressent. La mauvaise qualité des produits complète ce tableau sanitaire dégradé. Le développement des maladies de surcharge en constitue la traduction concrète, et pèse déjà lourdement sur les systèmes économiques de certains pays, à commencer par les Etats-Unis, archétype bien connu de cette tendance.

L'épidémie pourrait toucher 700 millions de personnes dans le monde à l'horizon 2015, augurant de gigantesques besoins en termes de santé publique. Dans ce cadre, il convient de souligner que les pays du Maghreb sont particulièrement concernés, car on observe un développement très rapide et donc préoccupant du surpoids et de l'obésité, notamment chez les plus jeunes.

L'alimentation s'est mondialisée dans ces pays, comme partout ailleurs, et la malnutrition apparaît, ajoutant un enjeu supplémentaire aux problématiques socioéconomiques émergentes de la zone.

Entretien réalisé par B. T.

**** Administrateur au CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) et analyste politique expert au sein du groupe de travail Euromed 2030 de la DG Recherche de la Commission européenne.***